

La nouvelle loi domaniale et foncière : Mieux maîtriser les actes de propriété des terres

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 07 JUILLET 2021

887

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Boubou Cissé à l'URD

Parricide et mariage incestueux

Le mariage de Boubou Cissé et de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) de feu Soumaila Cissé est un parricide que commet ce parti et un mariage incestueux malgré l'importance de la dot que promet de verser l'ancien Premier Ministre de IBK ...



Transition malienne : Ensemble pour préserver la souveraineté nationale



Assimi Goita à Mopti : Une lueur d'espoir !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

06 juillet
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

609

Nouveaux cas confirmés

3

Nouveaux guéris

2

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

10 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
00 cas graves en soins intensifs
30 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

14 454

Guéris

10 084

Décès

527

dont 137 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.14



P.19



/ Une /



Boubou Cissé à l'URD : parricide et mariage incestueux

P.4

/ Brèves /



Lutte antiterroriste : Frappes aériennes des FAMA contre des groupes armés terroristes à Léré

P.10

Mali : Deux hauts fonctionnaires retenus en otage apparaissent dans une vidéo du GSIM

P.10

Relations franco maliennes : Macron a-t-il mis de l'eau dans son vin ?

P.10

AGR : Une quarantaine de femmes PVVIH outillées

P.11

Refondation de l'Etat : Le ministre Ibrahim Ikassa Maïga séduit par le BVG

P.11

/ Actualité /



Assimi Goita à Mopti : Une lueur d'espoir !

P.12

La nouvelle loi domaniale et foncière : Mieux maîtriser les actes de propriété des terres

P.14

Droits de l'enfant : Renforcement des capacités des acteurs nationaux

P.16

/ Politique /



Transition malienne : Ensemble pour préserver la souveraineté nationale

P.17

20ème anniversaire du RPM : Treta dresse le bilan et fixe le cap pour

la reconquête du statut de parti majoritaire

P.19

Communiqué de presse : Le lancement de la Mission d'Observation des

Elections du mali – MODELE MALI.

P.21

/ Culture & société /



Marché de Banconi Farada : Les usagers envahis par des ordures !

P.22

/ International /



Biélorussie : L'opposant Viktor Babaryko condamné à 14 ans de prison

P.23

Visite d'état du président tchadien à Paris : Le Tchad satisfait de l'accueil

réserve à Mahamat Idriss Déby par le président français Macron

P.24

/ Sport /



Championnat national de basketball : Le Stade malien se relance, l'AS Police déroule

P.25

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

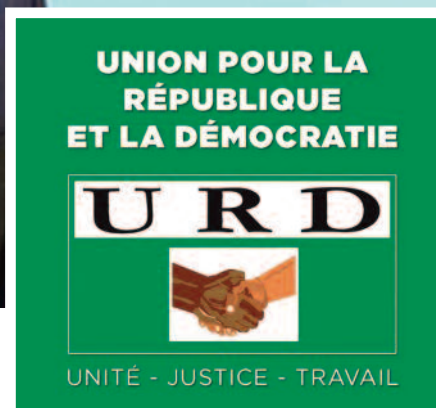
• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Boubou Cissé à l'URD

parricide et mariage incestueux

Le mariage de Boubou Cissé et de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) de feu Soumaila Cissé est un parricide que commet ce parti et un mariage incestueux malgré l'importance de la dot que promet de verser l'ancien Premier Ministre de IBK .

La morale ou plus exactement l'absence de morale de certains hommes ou femmes politiques approfondit tous les jours le fossé béant qui sépare les citoyens de la classe politique malienne. L'Union pour la République et la Démocratie (URD), fondée par feu Soumaila Cissé et certains de ses camarades et soutiens en désaccord avec la manière de l'ADEMA, leur parti originel, de faire la politique avait suscité le respect puis l'adhésion d'une frange relativement importante de maliennes et de maliens aux idéaux du nouveau parti, devenu rapidement, selon ses militants « la force montante ». Ainsi l'URD se classa rapidement dans le tiercé gagnant

des deux cent de partis politiques maliens et son chef, qui malheureusement n'a pu accéder au pouvoir suprême, devint, par une sorte de consécration à rebours, le Chef de file de l'opposition malienne. En cette qualité, le parti et son président étaient les principaux adversaires politiques du pouvoir qui ne s'est jamais empêché de le leur faire savoir voire de le leur faire vivre.

Le pouvoir, c'était sans doute et bien évidemment IBK d'abord. Mais en plus de lui, personne n'a porté ni incarné le pouvoir IBK plus que Boubou Cissé. Il en était devenu le visage, la tête de turc, le bras financier, le fidèle parmi les fidèles, et vers la fin le bras armé sur qui

pèse de graves soupçons sur les tueries des 10, 11 et 12 juillet 2020 des manifestants du M5-RFP.

L'URD, c'est connu est aujourd'hui orphelin de leader de l'envergure de Soumaila Cissé. Mais faudrait-il pour autant que le parti se mette aux « enchères politiques » pour s'offrir au mieux-disant financier, qui qu'il soit ? De hauts responsables du parti ont choisi cette voie au grand regret des « militants sincères et convaincus » qui assistent impuissants à la descente aux enfers de leur formation politique.

L'adhésion il n'y a pas longtemps, de Igor Diarra, ancien ministre des Finances de IBK à



l'URD n'a pas d'autre signification. Il promet de financer le parti et la campagne présidentielle s'il porte les couleurs du parti. A coup d'espèces sonnantes et trébuchantes, il a déjà réussi à circonvenir certains jeunes qui ne jurèrent plus que par son nom.

Mais « A riche, riche et demi ». Voilà donc Boubou Cissé aussi qui débarque avec armes, bagages et porte-monnaie. Face à plus riche que lui les chances de Igor Diarra sont-elles pour autant réduites à néant ? La bataille des titans aura lieu et délivrera son verdict à temps opportun.

Boubou Cissé à l'URD ne consacre-t-il pas une deuxième mort de Soumaila Cissé ? C'est en effet aujourd'hui un secret de polichinelle que de dire que Boubou Cissé et son mentor IBK, après avoir obtenu de réelles avancées pour la libération de l'otage Cissé, ont fini, pour des brouilles, par le laisser à son triste sort entre les mains de ses ravisseurs. Il a fallu leur chute, le 18 août 2020, pour obtenir la relance du dossier et la libération de Soumaila Cissé. Par quel cynisme donc, peut-on « avaliser » la mort de son prochain et venir convaincre ses « héritiers » qu'on ne leur veut que du bien et devenir leur porte-étendard ? Mais il y a plus grave : comment ces « héritiers », peuvent-ils en toute connaissance de cause accepter un tel deal. Ce faisant, Ils ont tué une seconde fois leur « père politique et spirituel ». En outre, il est connu qu'en démocratie, face au Premier Ministre, se dresse d'abord et avant tout le Chef de file de l'opposition. C'est ainsi

que Soumaila Cissé, samedi après samedi plusieurs mois durant, a personnellement pris la tête des marches du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) contre le régime IBK. C'est Boubou Cissé qui l'a alors approché et démarché pour lui proposer ce qu'il a pompeusement appelé « Accord Politique de Gouvernance ». Refus net de Soumaila Cissé suivi du débauchage par le même Boubou Cissé de certains de ses proches collaborateurs appelés au Gouvernement et encouragés à faire scission pour créer le FSD-SAP. Un véritable coup de poignard dans le dos de Soumaila Cissé ! Quelle tête feraient ces traîtres aujourd'hui en

voyant leur mentor d'hier rejoindre le camp adverse sans eux. Encore un assassinat « post mortem ».

Mais ce n'est pas tout. L'URD est un membre éminent du M5-RFP et il siège même au niveau de son Comité stratégique. Tout membre de l'URD est, ipso facto, membre du M5-RFP. Par conséquent Boubou Cissé est aujourd'hui membre de ce regroupement qui a battu le pavé contre son gouvernement et lui-même. Le plus cocasse ou plutôt la tragi-comédie est que le M5-RFP a demandé avec insistance le départ de Boubou Cissé et de son gouvernement. Et a finalement obtenu gain de cause avec le renversement du régime. Que fera donc le M5-RFP contre ses propres membres, dont désormais Boubou Cissé, dans sa quête de justice pour les victimes de tueries de juillet 2020 en tête desquels le nom de Boubou revient souvent. Que ferait désormais le M5-RFP de son combat contre l'impunité ? En effet, le nom de l'ancien Premier ministre est mêlé à la plupart des gros scandales de l'ère IBK et pour lesquels le M5-RFP réclame des poursuites contre les prédateurs de l'ère IBK.

Il faudrait dès lors se demander si Boubou Cissé et ses soutiens ne cherchent pas à inhiber le M5-RFP et à contrarier le Premier Ministre Choguel Maiga qui n'a eu cesse de répéter avant et après sa nomination que le temps de la fin de l'impunité était révolu au Mali.

■ Moctar Sow



■ Dramane Diarra



Fin des travaux de la conférence des chefs de parquets du ressort de la cour d'appel de Mopti ce jour 6 juillet 2021. L'impunité (animé par Ladjji Sara) et les lois pénales et les NTIC (animé par Dramane Diarra) étaient au centre des débats. Merci aux collègues du ressort de la cour d'appel de Mopti pour leur participation de qualité.



■ Charles Blé Goudé



FIN DE SÉJOUR

J'étais venu vous dire merci mais vous m'avez encore couvert de cadeaux. Merci à toutes et à tous!!!

Merci pour cette marque d'attention et d'attachement.

Je retourne à La Haye en attendant le grand retour à Abidjan.

NB: ce qui doit arriver finit toujours par arriver.

Toutes mes excuses à tous ceux et toutes celles que je n'ai malheureusement pu voir malgré ma forte volonté.

Ce n'est que partie remise.

Charles Blé Goudé



■ Daouda Bakary Kone



Je prépare une rencontre exclusive avec Aminata Ouédraogo dans la vraie vie réelle! Des scénarios de photos au menu et en temps réel.

■ Gouvernement du Mali



MDAC : le Ministre Sadio Camara reçoit le commandant de Barkhane et l'Ambassadeur de l'UE au Mali

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le colonel Sadio Camara a reçu en audience successivement le commandant de la force « Comanfor » Barkhane, le général Marc Conruyt et l'ambassadeur de l'Union Européenne au Mali Bart Ouvry, le mardi 6 juillet 2021, dans la salle de conférences dudit ministère. Le Ministre Camara et ses hôtes ont échangé sur les questions de Défense et de Sécurité au Mali et dans le Sahel.



Actualité du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile | Audience

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel-Major Daoud Aly MOHAMMEDINE a reçu, cette mi-journée, une délégation de la Fédération des Veuves Militaires et Paramilitaires du Mali conduite par sa Présidente, Mme KEITA DJENEBOU KEITA. Celle-ci, dans ses propos liminaires, a vivement félicité le Ministre pour la confiance placée en lui pour diriger le Département de la Sécurité et de la Protection Civile, avant d'enchaîner par des bénédictions. L'objet de la rencontre pouvait être ainsi décliné au Ministre. Il portait sur l'affirmation de la volonté, sans cesse renouvelée, des femmes de la fédération à accompagner davantage les autorités de la Transition dans leur mission. Profitant de l'occasion à elle offerte, nos braves dames ont informé le Ministre Daoud Aly MOHAMMEDINE de la tenue, le 22 septembre prochain

d'un grand Forum impliquant l'ensemble de leurs adhérents, se trouvant, aujourd'hui, au-delà même des frontières maliennes, notamment dans les camps des réfugiés. En retour, le Ministre a dit sa totale disponibilité à les accompagner d'autant que leurs actions sont teintées de noblesse, et dans ce cas, aucun sacrifice n'est de trop. Et le Colonel-Major Daoud de rappeler, aux bons souvenirs de ses hôtes, le rôle éminemment important qu'elles avaient joué dans des circonstances antérieures. <<Nous avons besoin de votre soutien>> a-t-il conclu.



■ Koulouba Actu



Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta lancera officiellement aujourd'hui, mardi 06 juillet 2021, le Plan National de Réponses à l'Insécurité Alimentaire (PRN 2021), à Sévaré. Contrairement à son prédécesseur, l'ancien Président de la Transition, M. Bah N'Daw qui, pendant 08 mois, n'est pas allé au-delà de Kati, le Colonel Assimi Goïta se rendra à Sévaré juste un mois après son investiture.

■ Radio Guintan



Des voleurs de voitures interpellés à Kati. Le capitaine Fousseiny Tangara alias Japon chef de la brigade de recherches du 5ème arrondissement a mis la main sur des bandits qui s'étaient spécialisés dans le vol de voitures. L'interpellation a lieu grâce à la plainte déposée par une victime dont la voiture était équipée d'un GPS qui a permis de la localiser entre Kati et Yekebouougou. A la suite de l'enquête diligente plusieurs malfrats ont été interpellés. Il faut noter que l'enquête était dirigée par le commissaire Ousmane Diallo du 5ème arrondissement de police. Il a été épaulé par la gendarmerie de Kati. Pour le moment le véhicules a été retrouvés et 05 malfrats ont été arrêtés.



École: les syndicats d'enseignants de nouveau en grève. Les syndicats d'enseignants ont décidé de se mettre en grève. Ils veulent de nouveau des augmentations de salaire en lien avec l'article 39. On peut dire que le pays est devenu otage des syndicats qui ont engagé un bras de fer qui ne tient aucun compte des citoyens non fonctionnaires.



Au mépris de toutes les règles de droit, le tout-puissant ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau de la Transition, Lamine Seydou Traoré, a refusé de renouveler le permis d'exploration de Ménankoto SARL, filiale malienne de B2Gold ; pis de lui retirer au profit d'un tiers. Face à cette expropriation forcée, B2Gold n'entend aucunement baisser les bras. La société canadienne vient du reste de saisir le tribunal international d'arbitrage de Paris à travers la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre nationaux et ressortissants étrangers (Cirdi) et le Règlement de procédure pour l'institution de conciliation et d'arbitrage. Une nouvelle Bérézina en vue pour notre pays ? Le communiqué qui annonce son recours à l'arbitrage international, sonne en tout cas comme un réquisitoire implacable contre l'Etat du Mali, qui a toujours mordu la poussière devant cette "juridiction".

Après un mois d'interruption après le second coup d'État au Mali, la France va donc reprendre ses opérations conjointes avec les forces armées maliennes. Pas de surprise pour le site d'information malien Maliweb : « Comment cela pouvait-il en être autrement avec les intérêts stratégiques que Paris a au Mali et dans le Sahel en général ? », s'exclame Maliweb. « Quid des gisements aurifères en passant par les exploitations d'hydrocarbures dans le septentrion malien, au Tchad, jusqu'aux mines d'uranium du Niger, la France n'est-elle pas attachée aux mamelles nourricières sahéniennes ? Comment alors la France pourrait-elle ne pas se résigner à collaborer avec un régime militaire, fût-il sans "légitimité démocratique" ? »



YBC-Communication



#YBC/Amara SYLLA

Choguel est un homme de parole son discours n'a pas varié depuis sa nomination :
 Réduction du train de vie de l'État
 Lutte implacable contre la Corruption,
 Relecture intelligente de L'accord,
 Justice pour les martyrs,
 Examen du Dossier du CNT par la justice,
 Mise en place d'un organe unique de gestion des élections,
 Consultation des forces vives de la nation. C'est cet ensemble qui constitue le Choguelisme



Oumarou Diarra



#Lancement officiel du Plan National de Réponses à l'insécurité alimentaire. (PNR 2021)
 Le Ministre Oumarou DIARRA et certains membres du Gouvernement aux côtés du Président Col Assimi GOITA à Mopti Conformément à ces engagements pris les 7 Juin 2021 lors de sa prestation de serment " l'amélioration des conditions de vie et l'atténuation des souffrances des plus vulnérables "
 Cette cérémonie consacre le début des distributions alimentaires gratuites à nos compatriotes les plus vulnérables sur l'étendue du territoire national. C'est plus de 43000 tonnes de céréales(Riz_mil_sorgho) qui seront distribuées à plus de 1,4 millions de nos compatriotes en insécurité alimentaire modérée et sévère

Les gouverneurs, les préfets, les présidents des conseils régionaux et de cercles prennent part à cette cérémonie pour réceptionner les quotas destinés aux populations de leurs localités
 #Solidarité agissante nationale



Ibou SY



INFO AEEM N°9
 Désormais pour la Faculté des Sciences Administratives et Politiques (Fsap)
 Le vote s'est déroulé comme ainsi :
 - Makan Sissoko alias Makenzy voix 481
 - Sidy Ouattara alias Watt voix 82
 - Bourama Dembélé alias B Le Mauvais voix 16
 - Salif Camara alias Strong voix 14
 - Sidy Modibo Coulibaly alias Moldo et Bandjougou Magassa alias Marshall qui avaient laissé leurs candidatures au profit de Makan Sissoko lors du Consensus , Sidy Modibo dit Moldo est nommé Secrétaire Général Adjoint de la Fsap.

De ce fait Makan Sissoko alias Makenzy est élu comme le tout nouveau Secrétaire Général du Comité AEEM de la Faculté des Sciences Administratives et Politiques (Fsap) .

Oser lutter c'est Oser Vaincre La lutte Continue !!!

Mahamadou Traore alias SAVANT24

Chargé de Communication du Bureau de Coordination Nationale de L'AEEM.



M. Nouhoum Togo - Officiel



25 ans au service de la santé maternelle et infantile

Née à Diré (région de Tombouctou), de Ba Aly et d'Aïcha Baby, Lobbo a été inscrite à l'école en 1962. Elle fait le premier cycle à Bandiagara (où son père servait en qualité de commis à l'Agence spéciale (actuelle perception) sous les ordres de Hassane Diallo), Niafunké et Diré. Puis le second cycle à Mopti où elle obtient le Diplôme d'études fondamentales (DEF) en 1972.

Enfin, direction l'Ecole secondaire de la santé (ESS) de Bamako d'où elle sort, en 1976, nantie du diplôme de sage femme d'Etat, avec mention Bien. Débute ainsi, dès l'année suivante, une longue carrière de sage femme. Après la période de stage, elle est titularisée en 1978 et affectée à la maternité du Camp I de Bamako. Un service qu'elle ne quittera plus jusqu'en 2002. En 1991, elle avait été promue Maîtresse sage femme. La même année, elle prend du recul provisoire pour « accompagner » son mari, Amadou Toumani Touré, nouveau chef d'Etat, durant la Transition démocratique au Mali (26 mars 1991 au 08 juin 1992).

Passionnée de médecine, Madame Touré Lobbo Traoré n'a jamais cessé de se perfectionner tout au long de sa carrière : cours de recyclage en santé familiale à Bamako (1981) ; stage au Centre régional de formation en santé familiale pour l'Afrique, à Pamplemousse-Île Maurice, assortie d'un certificat de compétence en formation et régulation de la fécondité (1988) ; cours théoriques et pratiques à l'Office national de la famille et de la planification, en Tunisie, sanctionnés par une attestation en matière de planification familiale et espacement des naissances et en formation de formateurs (1993) ; formation sur la Périnatalité (1996) ; formation continue sur la santé de la reproduction (1998) ; formation sur les procédures des services de santé de la reproduction et de la planification familiale (1999).

La même année, toujours avec sa soif d'apprendre, Lobbo participe au IVème congrès de la société ORL et de chirurgie cervico-faciale d'Afrique francophone à Bamako ; puis, en 2000, au IVème congrès de la Société africaine des gynécologues obstétriciens (Sago) à Ouagadougou.

Madame Touré est membre de l'Association des sages femmes du Mali, de l'Association des malades de la drépanocytose du Mali, et présidente d'honneur de l'Association pour le développement social de la femme et de l'enfant.

L'aube



Hamza b Sow
@HamzabSow1

Un sage m'a un jour dit:

« Mon fils, c'est dans les moments les plus pénibles que tu reconnais les tiens. »

Coran S94 V5 et 6:

A côté de la difficulté est, certes, une facilité!

A côté de la difficulté est, certes, une facilité!



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Lutte antiterroriste : Frappes aériennes des FAMA contre des groupes armés terroristes à Léré



Sur la base de renseignements faisant état de la présence de groupes armés terroristes, les FAMA ont mené très tôt ce lundi 05 juillet 2021 des frappes aériennes contre ces objectifs militaires.

Il est à noter que ces frappes viennent en réaction à l'embuscade contre la mission administrative FAMA, hier dimanche 04 juillet 2021 à environ 20 km de Léré et ayant fait 04 morts et 04 blessés côté FAMA. La chasse malienne était également intervenue hier lors de cette embuscade. Rappelons que tous les blessés ont été évacués dès hier dimanche sur Tombouctou par la MINUSMA.

Source : Forces Armées Maliennes

Relations franco maliennes : Macron a-t-il mis de l'eau dans son vin ?



Le président français, Emmanuel Macron, le dièse au ton, prend une décision par rapport à la lutte contre le terrorisme au Mali. En moins d'un mois, il revient sur la même décision au vu et au su du monde entier. Il s'agissait dans un premier temps de retirer les troupes françaises du Mali. La cause avancée est « le coup d'Etat dans un coup d'Etat » du désormais président de la transition du Mali, Assimi Goïta. Le temps d'un clin d'œil, le contraire n'a pas tardé à se faire voir dans un second temps. Cette fois-ci, c'est avec le ton abaissé d'un demi-ton chromatique. Vrai rebroussement de chemin qui surprend. Emmanuel Macron n'a-t-il pas regretté sa décision ? Qu'est-ce qui le retient au Mali ? Autant de questionnements qui taraudent les esprits car dans un passé récent, les émissaires de Macron ont été aperçus dans les murs du Palais de Koulouba pour parler de la lutte contre le terrorisme avec Assimi. Aussi par le biais d'un communiqué, la ministre française des Armées, Florence Parly, a annoncé la reprise des opérations conjointes de Barkhane avec les FAMA.

Mali : Deux hauts fonctionnaires retenus en otage apparaissent dans une vidéo du GSIM



Au Mali, c'est une preuve de vie qui soulagera peut-être les familles de deux otages maliens. Le sous-préfet de Farako, Ali Cissé, enlevé le 13 décembre 2019, et le préfet de Gourma-Rharous, Drissa Sanogo, enlevé le 2 mai 2020, apparaissent dans une vidéo diffusée lundi, 05 juillet, par le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM ou Jnim), lié à Aqmi. Une vidéo publiée lundi seulement mais dont l'enregistrement serait bien antérieur.

Ils parlent en français et en bambara, déclinent leur identité, leur numéro de matricule. Le sous-préfet de Farako, Ali Cissé, enlevé le 13 décembre 2019, et le préfet de Gourma-Rharous, Drissa Sanogo, enlevé le 2 mai 2020, semblent fatigués, éprouvés, mais, selon les termes qu'ils emploient à l'écran, « en bonne santé. » Les deux hommes sont filmés dans des endroits différents, ce qui semble indiquer qu'ils ne sont pas détenus ensemble. Le sous-préfet Ali Cissé, en boubou jaune, devant une tenture, précise avoir été enlevé « il y a une année », ce qui ferait remonter l'enregistrement à plus de six mois. Mais la vidéo diffusée par le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans, lié à Aqmi, est datée par le Jnim de juillet 2021, selon un expert ayant authentifié la vidéo et requérant l'anonymat. Ali Cissé demande notamment « au gouvernement » malien « de s'investir pour [sa] libération ». Quant au préfet Drissa Sanogo, filmé en extérieur, sur une natte, dans un lieu aride mais arboré, il explique vouloir retourner « près de sa famille et de ses amis. »

Les dernières preuves de vie dataient d'octobre 2020, pour Drissa Sanogo, qui avait pu transmettre des lettres, et de mars dernier pour Ali Cissé, lorsqu'un codétenu, une fois libéré, avait pu témoigner. Des collègues des deux administrateurs se disent « soulagés » par ces preuves de vie. Même s'ils continuent, inlassablement, d'attendre leur libération.

Source : RFI

Est-ce que Macron reculait pour mieux sauter ou que ses menaces ont lamentablement échoué ? En tout cas, Assimi reste toujours président de la transition au Mali et les autorités françaises en ont même pris acte. N'est-ce pas paradoxal de la part de l'ancienne Métropole ? Macron semblait aller vite en besogne dans cette histoire-là. N'ayant donc pas réussi à damer le pion à Assimi, il n'a d'autres choix que de se ranger derrière la Cedeao qui aurait apparemment compris la souffrance du peuple malien depuis 2012.

Bazoumana KANE / Source : L'Alerte

AGR : Une quarantaine de femmes PVVIH outillées



La Maison des Aînés de Bamako abrite depuis ce lundi 5 juillet 2021, pour trois jours, une session de formation des membres associatifs du Réseau malien des Associations des personnes vivant avec le VIH (RMAP+) sur les notions et concepts de la planification et la gestion des activités génératrices de revenus (AGR). L'objectif de cette formation est de renforcer les connaissances des femmes vivant avec le VIH sur la gestion des AGR. La cérémonie d'ouverture a été marquée par la remise d'un chèque de 250 000 F CFA à trois participantes.

L'ouverture des travaux était présidée par le secrétaire exécutif du Haut conseil national de lutte contre le VIH-SIDA (HCNLS), le Pr Moussa MAIGA, qui avait à ses côtés le vice-président du RMAP+, Abdoulaye BANOU ; la représentante de ARCAD-SIDA, Mme DOUMBIA Fatoumata WAGUE ; la représentante de ONU-SIDA, Dr DIALLO Yayé KANNY, ainsi que l'ensemble des bénéficiaires. Ont pris part à cette session, une cinquantaine de femmes venues du district de Bamako (9) et de l'intérieur (31). Les sessions concerneront deux personnes de chacune des associations qui prennent part à cette formation.

Au cours de cette session, il s'agira d'expliquer aux participantes les notions et concepts des AGR ; la planification d'une AGR, la Gestion d'une AGR ; ainsi que les notions essentielles de comptabilité et de marketing.

A l'ouverture des travaux, le vice-président du RMAP+, Abdoulaye BANOU, a rappelé que son organisation, à travers son conseil d'administration, a sollicité et obtenu du HCNLS une subvention pour la réalisation des activités d'ergothérapie par les femmes vivant avec le VIH. Ainsi, soucieux du bien-être de toutes les personnes vivant avec le VIH sur l'étendue du territoire national, l'association organise cet atelier de formation en vue de contribuer à une réduction significative de la stigmatisation et de la discrimination liées au VIH et au Sida chez les personnes séropositives. A la fin de la formation, tous les participants bénéficieront d'un appui financier pour leur permettre de réaliser leurs activités ou les renforcer.

Il a expliqué que pour le cas spécifique des régions de Tombouctou et Gao, la situation sécuritaire étant un handicap à leur déplacement, les soutiens aux personnes identifiées seront envoyés.

Avant de terminer, il a tenu à remercier les tous partenaires du RMAP+, notamment le HCNLS, l'ONU-SIDA, la Cellule sectorielle de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et les Hépatites ainsi que ARCAD SANTE PLUS pour leur appui et leur accompagnement.

Refondation de l'Etat : Le ministre Ibrahim Ikassa Maïga séduit par le BVG



Le ministre de la Refondation de l'État, chargé des relations avec les institutions, le Pr Ibrahim Ikassa MAIGA, a échangé le vendredi dernier avec le Vérificateur général. Les deux personnalités ont abordé leurs missions respectives.

Le ministre de la Refondation a sollicité l'apport du Bureau du vérificateur pour le chantier des réformes en cours.

Après avoir longuement échangé avec le Vérificateur général et ses collaborateurs, le Pr Ibrahim Ikassa MAIGA a déclaré à la presse : « nous sommes venus dans le temple des gardiens de l'Etat, de la bonne gouvernance, le Bureau du Vérificateur général. Je l'ai toujours pris en exemple en termes d'autonomie, d'indépendance, d'efficacité et d'efficacités axées vers des résultats. Je l'ai toujours pris pour exemple pour dire que l'organe unique de gestion des élections dont nous rêvons peut-être bâti à l'image du Bureau du Vérificateur général qui a fait toutes ses preuves dans la préservation de l'intérêt national ».

Le ministre MAIGA a déploré que la mauvaise organisation des élections a toujours été le terreau de l'instabilité et de la déstabilisation des pouvoirs politiques en place. Il a déclaré qu'il faut trouver une solution à cette situation.

« Nous avons échangé du fonctionnement que nous voyons de l'extérieur, à la lecture des rapports du Bureau du Vérificateur général. Nous nous sommes rendus compte que c'est un véritable sacerdoce, un travail de fourmi qui est exécuté au Bureau du Vérificateur général à titre pédagogique et à titre coercitif sur d'autres organes de gestion qui doivent prendre leur responsabilité en termes de correction administrative et judiciaire et de sanction, car tout agent de l'Etat est investi d'une responsabilité et aussi d'une redevabilité », a soutenu le ministre de la Refondation de l'État.

Ainsi, dans la phase de refondation de l'État, le Pr Ibrahim Ikassa MAIGA estime que le Bureau du Vérificateur a une place de choix, a de la pédagogie à donner aux autres pour qu'ils apprennent à bien faire le travail.

PAR MODIBO KONÉ / Source : INFO-MATIN

Tour à tour, les représentants des partenaires du RMAP+ ont pris la parole pour se féliciter de la tenue de cette session qui participe, disent-ils, à l'insertion socioprofessionnelle des PVVIH.

Par Abdoulaye OUATTARA / Source : INFO-MATIN

Assimi Goita à Mopti : Une lueur d'espoir !

Un mois après sa prestation de serment, le président de la Transition, Assimi Goita s'est rendu, le 6 juillet 2021, à Mopti. Cette première visite du Chef de l'Etat avait une double mission. Un : lancer le plan national de réponses à l'insécurité alimentaire. Deux : galvaniser et remonter le moral des troupes engagées sur le théâtre des opérations.



Arrivé à Mopti, le président de la Transition, le Colonel Assimi Goita a été accueilli à l'aéroport Hambodedjo par le gouverneur de région Abass Dembélé. Il était accompagné par les ministres de l'Administration territoire et de la Décentralisation, Abdoulalye Maiga, de la Sécurité et de la Protection civile, Colonel major Daouda Aly Mohammedine, de la Réconciliation, de la paix et de la cohésion sociale, chargé de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale Colonel major Ismaël Wagué, de l'Economie et des finances, Alfousseyni Sanou, de la Santé et du développement social, Diéminatou Sangaré, du commissaire à la sécurité alimentaire et le chef de cabinet du Premier ministre. La population Mopti a réservé un accueil chaleureux au président de la Transition. D'un visage imperturbable, il a fait la revue des troupes, avant de procéder au lancement officiel du plan national de réponses à l'insécurité ali-

mentaire.

Le maire de la Commune urbaine de Mopti, Issa Kansaye, visiblement très comblé de cette visite du président de la Transition, a présenté brièvement la ville de Mopti. « **Les populations de Mopti ont été vivement éprouvées par la crise sécuritaire et la pandémie à Coronavirus. Ainsi, votre présence à Mopti dénote de l'intérêt que vous accordez à l'amélioration des conditions de vie de la population de Mopti. Cette distribution gratuite de vivres au profit des populations constitue pour nous, un évènement plein de signification, un acte humanitaire et de solidarité qui va sans nul doute soulager les familles bénéficiaires et renforcer la capacité de résilience des personnes déplacées** », a-t-il dit, avant de remercier le Colonel Abass Dembélé, gouverneur de la Région de Mopti.

Aux dires du chef de file des Partenaires du dispositif national de la sécurité alimentaire et représentante du PAM, les effets du changement climatique se manifestent par des épisodes de sécheresses et d'inondations. L'insécurité qui réduit sensiblement l'accès aux terres et les effets sociaux économiques de la pandémie à Coronavirus, la combinaison de ces facteurs se traduit par la dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations, les plus vulnérables surtout dans les régions du centre et du nord du pays. « **Ainsi, les enquêtes nationales de la sécurité alimentaire et nutritionnelle montrent une augmentation croissante du nombre de personnes à l'insécurité alimentaire aiguë depuis 2015. Les résultats du cadre harmonisé de mars 2021 indique que 1.3 million de personnes seront en urgence alimentaire aiguë pendant la période de soudure de juillet à septembre et**

aurons besoin d'une assistance alimentaire. Nous pouvons saluer le leadership du commissariat à la sécurité alimentaire par l'élaboration et la mise œuvre du plan national de réponses qui révèle d'une part la bonne collaboration entre les partenaires et aussi la coordination efficace des interventions sur le terrain », a-t-elle souligné.

A l'entame de ses propos, le ministre commissaire de la sécurité alimentaire a fait l'état de la situation alimentaire dans notre pays. « La situation de la sécurité alimentaire s'avère mitigée voire difficile pour certaines couches de nos concitoyens. Les évaluations définitives du système d'alerte précoce, à la travers la méthode du cadre harmonisé laisse apparaitre une campagne 2020-2021 marquée par une disponibilité alimentaire globalement bonne. Cette production bien qu'en baisse par rapport à celle cde la session écoulée, est néanmoins en augmentation par rapport aux dernières années. En effet, la baisse drastique de la production du coton a effectivement non seulement entraîné des incidences négatives sur l'ensemble des économies locales, dans la zone CMDT et également sur la sécurité



alimentaire et nutritionnelle des populations pastorales », a-t-il expliqué.

Mieux, il dira que les évaluations définitives ont donné les orientations suivantes : 1.307.073 personnes en crise à travers le pays parmi lesquelles 62.050 sont en insécurité alimentaire sévère et ont un besoin d'intervention en urgence dans les régions de Mopti, Tombouctou, Taoudéni, Gao, Ménaka et Kidal, 4.084.276 sont en insécurité modérée. Les différentes activités d'atténuation au titre de l'année 2021 porte sur l'assistance alimentaire de 43 000 t mil sorgo, riz selon une clé de répar-

tion.

Après cette cérémonie, le président Assimi Goita s'est rendu successivement à l'hôpital Sominé Dolo et sur le site des personnes déplacées de Mopti. Dans sa valise, un message de renfort et de soutien aux victimes de guerre. Un déjeuner de corps avec les militaires du camp de l'armée de terre de Sevaré a mis un terme à cette première visite du chef de l'Etat à l'intérieur du pays.

■ Ibrahim Sanogo



La nouvelle loi domaniale et foncière : Mieux maîtriser les actes de propriété des terres

Au Mali, les litiges fonciers cristallisent les débats et sont à la base de plusieurs conflits. Pour mettre fin à cet état de fait, le gouvernement du Mali a soumis un projet de loi domaniale et foncier au Conseil national de Transition. Ibrahim Simpara, directeur national des domaines éclaire la lanterne des uns et des autres.



Bientôt la fin des litiges fonciers au Mali. Le projet de loi domaniale et foncière est sur la table du Conseil National de Transition est un texte majeur qui régira les domaines et le foncier en république du Mali. Elle apportera plusieurs innovations. Selon le directeur national des domaines, Ibrahim Simpara, ce texte remplace et abroge l'ordonnance

00027 du 22 mars 2000 portant code domaniale et foncier. Il faut comprendre par domaine l'ensemble des propriétés des personnes publiques, c'est-à-dire de l'Etat et de ses démembrements. Alors tout ce qui appartient à l'Etat, tout ce qui appartient à ses démembrements, aux collectivités est appelé domaine que ce soit le domaine mobilier et

domaine immobilier.

Le directeur Simpara explique les motivations de cette loi qui est sur la table du Conseil National de Transition. Les raisons découlent notamment de la synthèse des états généraux du foncier. On se souvient que de juin 2008 à décembre 2009, se sont tenues sur toute l'étendue du territoire nationale les assises des états généraux du foncier au Mali. Ces assises se sont ont été bouclées en décembre 2009 à travers les assises nationales qui ont dénombrées exactement 63 contraintes et difficultés liées à la gestion foncière et domaniale. Ces 63 contraintes et difficultés ne sont pas que d'ordre législatif et réglementaire. Mais bien sûr qu'il y avait un certain nombre de préoccupations qui étaient liées à l'insuffisance du dispositif juridique liée au foncier et domaine. Et c'est ce qui a abouti à partir de 2016 à la mise en œuvre de ce qu'on appelle la réforme domaniale et foncière. Cette réforme vise à adapter le dispositif juridique lié au foncier et au domaine à son contexte temporel. C'est pour cela que la loi domaniale et foncière a été élaborée et adoptée par voie d'ordonnance par le gouvernement de la république du Mali.

Les insuffisances des textes antérieurs

Ibrahim Simpara, précise que l'une des missions de cette nouvelle loi, est de corriger les lacunes constatées. La multiplicité des actes de propriétés et de jouissances, qu'on pouvait trouver sur le même espace : des lettres d'attributions des permis d'occuper des concessions urbaines et rurales d'habitation qui sont délivrées par des autorités différentes que ce soit des sous-préfets, des préfets, des maires, des services domaniaux, chacun pouvait évoluer en méconnaissance de ce que l'autre faisait sur le même espace. L'objectif de la loi domaniale, c'est de préciser

Les rôles et prérogatives de tous les acteurs, en même temps de situer les responsabilités chaque fois qu'il y a un manquement aux principes qui gouvernent la gestion foncière et domaniale. Cette insuffisance a été corrigée à travers notamment la suppression en ce qui concerne le domaine des collectivités des concessions urbaines et rurales à usage d'habitation. Jusqu'ici, c'étaient ces concessions qui étaient livrées par les maires sur les terres qui leur étaient affectées par l'Etat. Mais le constat a été que les concessions rurales étaient délivrées en méconnaissance des règles d'urbanisme. Ces concessions rurales et urbaines d'habitation étaient délivrées sans plan foncier si bien que les titulaires pouvaient se retrouver avec des documents mais qui n'avaient pas de représentation physique. L'objectif, c'est de permettre aux collectivités d'obtenir les titres fonciers individuels afférents à chaque parcelle appelée à être attribuée aux administrés. Autrement dit, les maires désormais au lieu d'octroyer les parcelles par voie de concession rurale et urbaine à usage d'habitation qui sont que des titres de jouissance, vont délivrer des titres fonciers. Alors l'Etat va immatriculer les terres comme cela se fait avant. Mais désormais, ces terres immatriculées affectées aux collectivités vont être subdivisées en lot à usage d'habitation qui vont

faire l'objet de titre foncier que les maires seront appelés à attribuer. C'est qui change fondamentalement au niveau des collectivités. Cela permettrait bien sûr de maîtriser les actes de propriétés sur ces terres.

Une gestion efficace et efficiente des titres de propriétés !

Les acteurs étaient nombreux et les actes qu'ils délivraient, étaient ainsi diversifiés. L'objectif est surtout de réduire le nombre d'actes de propriétés et de jouissance, en faisant en sorte que de généraliser les titres fonciers qui vont être établis et mis à la disposition de ces mêmes acteurs. Chacun intervient dans son domaine mais avec cette fois ci un document bien précis qui est le titre foncier.

Le directeur national des domaines, a profité pour donner d'amples explications sur la gestion du prix du titre foncier. « **Je dois rassurer d'abord que la loi domaniale et foncière n'impactera pas les prix. Les prix de cession des terrains des domaines de l'Etat sont l'objet d'un décret. Le décret en vigueur aujourd'hui est celui de 2019. Aussi bien pour les terrains à usage rural que les terrains à usage commercial, industriel et tous les autres. Ces deux décrets qui régissent les prix de cession des**

terrains de domaine de l'Etat ont revu à la baisse les tarifs comparativement au décret antérieur à savoir ceux de 2015. Si je prends le cas de foncier rural, les terrains à usage de concession rurale étaient cédés suivant les décrets de 2015 pour les terrains situés en zone 1. Par exemple à Koutiala, à Sikasso, à Kita, à Ségou, ces terrains étaient cédés à 3 millions l'hectare pour usage agropastoral. En depuis 2019, à la suite des difficultés que les citoyens ont rencontrées par rapport au paiement des prix de cession, les tarifs ont été revus à la baisse. Si bien que les terrains qui étaient cédés par l'Etat à 3 millions l'hectare, le sont aujourd'hui 560 000 FCFA l'hectare. C'est le coût le plus élevé parce que des terrains qui sont situés dans les zones fertiles mais terrains ruraux qui sont situés dans les autres circonscriptions parfois le coût de l'hectare ne dépasse pas 50 000 FCFA dans bien des localités du pays. C'est pour dire que le prix du titre foncier n'est pas aussi élevé qu'on le pense », rassure Ibrahim Simpara.

■ Ibrahim Sanogo



Droits de l'enfant : Renforcement des capacités des acteurs nationaux

La cérémonie d'ouverture de l'atelier de finalisation des rapports de mise en œuvre des deux protocoles facultatifs à la convention des Nations Unies relatifs aux droits de l'enfant, a eu lieu, le mardi 6 juillet 2021, dans les locaux du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. L'objectif visé était de permettre au Mali de respecter ses engagements découlant des Conventions internationales auxquelles il a souscrit.

Trois jours durant, les participants seront outillés sur cette thématique. Faudrait-il le rappeler, l'atelier s'inscrit dans le cadre de faire le point des mesures prises par le Mali concernant la mise en œuvre des deux Protocoles additionnels à la CDE. En outre, il s'agit de mettre en exergue le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant. Concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés adopté le 25 mai 2000, ce projet a été signé par le Mali, le 08 septembre 2000 et ratifié le 16 mai 2002. En d'autres termes, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant se penche sur la vente et la prostitution des enfants. Ce protocole a été adopté à New York, le 25 mai 2000 et le Mali y a adhéré à partir du 16 mai 2002.

La présidente du Comité de pilotage du PAPEV, Mme Djeneba Diakité a souligné l'importance de ces trois jours de travaux à l'endroit de la protection des enfants. A ce titre, elle a salué les représentants des Nations Unies au Mali pour leur volonté et accompagnement pour la mise en œuvre de ce projet.

Quant à la représentante des Nations Unies, Mme Aminata Kebé, elle a annoncé que cette rencontre est le témoignage de la reconnaissance de sa structure à travailler avec l'État malien dans le cadre de la mise en œuvre du projet lié à la convention aux droits de l'enfant.

Pour sa part, le directeur des Affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a rappelé que

le Mali a signé et ratifié un nombre important d'instruments juridiques sur le plan international et régional dans divers domaines.

Ceci traduit, dit-il, la volonté exprimée par les plus hautes autorités à assurer la protection et le respect des droits fondamentaux de l'Homme. Il s'agit de garantir les libertés essentielles et promouvoir le développement socioéconomique et culturel de notre pays, dans un climat apaisé. Toutefois, Aguibou Diallo reconnaît que notre pays accuse du retard dans la production ou la présentation de rapports nationaux sur la mise en œuvre de certaines conventions.

Ces travaux permettront de finaliser des rapports nationaux au titre de deux Protocoles en examinant les mesures prises aux plans législatifs et institutionnels ainsi que les politiques établies par le gouvernement dans de leurs applications.

Pour terminer, Aguibou Diallo a insisté sur les acquis, les progrès, les réalisations et les perspectives en matière de la protection et de la promotion des droits de l'enfant au Mali.

A noter que ce projet est composé des représentants de tous les Départements ministériels ainsi que des Associations de la société civile afin d'assurer une plus grande implication de tous ces acteurs cibles.

■ Ibrahim Sanogo





Transition malienne : Ensemble pour préserver la souveraineté nationale

Le Premier ministre de la Transition, Choguel Kokalla Maïga, poursuit ses consultations en vue de se donner les moyens d'écouter les uns et les autres pour la bonne conduite de la Transition au Mali (CLST). Après les anciens Premiers ministres, les chefs de partis politiques, les Syndicats et la Société civile, les notabilités et autres chefs religieux, ce fut le tour du Comité Local de Suivi de la Transition au Mali d'être reçu par le chef du Gouvernement de Transition, le lundi, 05 juillet 2021. La délégation du Comité était composée d'importantes personnalités dont le Représentant Résident de la CEDEAO au Mali, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, les Ambassadeurs du Ghana et du Nigéria au Mali. Le Communiqué publié par le CLST à l'issue de la rencontre, fait état de la présentation au Premier ministre du Mécanisme de suivi de la Transition mis en place par la réunion du Conseil de Médiation et de Sécurité de la CE-

DEAO. Il a également été question des personnalités maliennes arrêtées suite au coup d'État du 24 mai 2021 et toujours gardées en résidence surveillée.

Il ne fait aucun doute que les 08 mois qui restent de la Transition malienne seront conduits au pas de charge tant les questions et les problèmes sont nombreux et complexes parfois. En tout cas le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga semble prendre à bras le corps la mission que le colonel Assimi Goïta, Président de la Transition, lui a assignée ainsi qu'au Gouvernement. C'est ainsi que les différentes consultations qu'il a engagées avec plusieurs personnalités politiques et de la société civile malienne ont globalement été appréciées même si certains esprits retors s'échinent à critiquer à tout va tout ce qu'entreprend le Premier ministre. La rencontre du Chef du Gouvernement avec le Comité local de suivi de la Transition au Mali vient rappeler que notre pays est sous tutelle de la CEDEAO. En effet,

le CLST semble être le gendarme local de l'organisation sous régionale comme si les autorités maliennes ne savent pas honorer leurs engagements.

Notre pays, le Mali, est suspendu de toutes les instances de la CEDEAO jusqu'à nouvel ordre malgré la bonne foi des autorités à conduire la Transition au mieux qu'elles peuvent. On peut comprendre la mise en place du Mécanisme de suivi de la Transition au Mali par la Conférence des Chefs d'État de la CEDEAO. Cependant le Mali reste avant tout un État souverain même si son adhésion à l'organisation sous régionale lui impose de respecter les lois et règlements de celle-ci. La CEDEAO devra savoir que les Maliens n'ont pas attendu ses recommandations pour s'unir et travailler à la réussite de la Transition. Des voix se sont élevées au Mali pour condamner la mise en résidence surveillée de Bah N'Daw, ancien Président de la Transition et son Premier ministre Moctar Ouane. Des partis politiques, des personnalités de la société civile, dont des défenseurs des droits humains, et des magistrats ont condamné ces détentions arbitraires et exigé la libération de toutes les personnes détenues à la suite du coup d'État du 24 août 2021 qui a vu Assimi Goïta reprendre en main les destinées de la Transition. La volonté de conduire à terme la Transition

et dans les délais impartis a été exprimée par Assimi Goïta et reprise par Choquel Kokalla Maïga même si ce dernier a évoqué la possibilité d'un dépassement d'un ou deux mois si tout n'était pas prêt le moment venu. Car les Maliens attendent de la Transition qu'elle balise les chemins et assainisse le climat social, politique et sécuritaire avant de remettre le pouvoir au Président que les Maliennes et les Maliens auront choisi en toute liberté et en toute indépendance. Cela demande que le Premier ministre travaille dans la sérénité dans le respect des recommandations des Maliens telles qu'édictées lors de grandes concertations comme le Dialogue National Inclusif et celles à venir. Le CLST le reconnaît en ces termes : « Le Comité a noté la détermination du Premier ministre à relever les défis de la transition, notamment les questions de sécurité, les réformes politiques et institutionnelles, les élections crédibles et acceptées par tous, l'apaisement du climat social et a salué son engagement à respecter le délai convenu pour la fin de la transition, à savoir fin février 2022 ».

La Transition malienne sera un succès avec ou sans l'accompagnement du CLST car le Mali a les femmes et les hommes qu'il faut pour suivre et accompagner au besoin les autorités dans ces moments déterminants pour l'avenir



de notre pays. Les Maliens sont convaincus qu'avec leur engagement, Assimi Goïta et Choquel Kokalla Maïga avec toute l'équipe gouvernementale sont à même de relever tous les défis présentés dans la feuille de route de la Transition. Pour cela il va falloir apaiser le climat social, ce qui est en partie fait avec l'accord signé récemment entre le Gouvernement et l'Union nationale des Travailleurs du Mali (UNTM). Au plan sécuritaire les nouvelles venant du front sont dans l'ensemble satisfaisantes et pleines de promesses de lendemains

meilleurs. Pour l'instant le Mali a besoin de compréhension et de soutien de la part des pays et organisations partenaires pour se sortir de ce mauvais pas où il est depuis 2012. Avec l'ensemble des Maliennes et des Maliens, notre pays sortira la tête haute de la crise qui semble l'étouffer à cause de terroristes apatrides qui veulent attenter à sa souveraineté et à son existence. Ensemble nous réussirons, ensemble nous vaincrons !

■ Diala Thiény Konaté



20ème anniversaire du RPM : Treta dresse le bilan et fixe le cap pour la reconquête du statut de parti majoritaire

L'ex-parti présidentiel, le Rassemblement pour le Mali (RPM), a réuni ses cadres, le samedi 3 juillet 2021, au Centre international de conférence de Bamako pour célébrer les 20 ans de sa création. En plus de son discours bilan, le président Dr Bokary Tréta engage les cadres du RPM sur le terrain de la reconquête du statut de parti majoritaire. La rencontre politique a été également marquée par la conférence des cadres pour analyser le processus de transition à travers trois thématiques.

Malgré le renversement de son régime par les militaires et la rue, le 18 août 2020, et certaines difficultés internes, le désormais ancien parti au pouvoir, le RPM est resté l'une des formations politiques les plus solides au Mali. La forte mobilisation des vrais militants du parti avec à sa tête le président Bokary Tréta, en est l'illustration parfaite de cette solidité politique. Ils étaient là, ce samedi 3 juillet 2021 dans la salle de presse du Cicb pour souffler les 20 bougies du parti des tisserands. Il y a 20 ans, des hommes et femmes portaient sur les fonts baptismaux le RPM. C'était un certain samedi, 30 juin 2001, sous la conduite d'IBK et certains de ses compagnons politiques. Parmi lesquels, feu Kadari Bamba, Bokary Tréta, Bakary Koniba Traoré, Nancouma Keïta, Boubacar Touré dit "Bou" et Mamadou Diarrassouba soutenus par des jeunes comme Moussa Timbiné, Abdramane Diakité et Abdoulaye Magassouba. Depuis cette date, les pères fondateurs du RPM sont restés fidèles à leur projet de société qui se fixe comme objectifs la construction d'un ordre social-démocratique fondé sur l'humanisme, la démocratie accomplie en toute symbiose avec nos valeurs culturelles. Durant 20 ans, le parti a connu des moments de gloire, mais aussi des périodes infortune. Ainsi l'histoire retient deux dates majeures dans la vie du RPM. Il s'agit de la victoire de son candidat à la présidentielle de 2013 avec 77,67 % et le coup de force des militaires contre ce dernier le 18 août 2020 durant son second mandat.

Un événement tragique qui a eu raison de l'unité et la cohésion du RPM. Mais fort heu-

reusement pour ce parti membre de l'International socialiste, des hommes et des femmes sont toujours debout pour redresser la barre et être au rendez-vous de l'histoire. Ce qui traduit la volonté politique de Bokary Tréta de procéder à une analyse approfondie des succès et des échecs du parti en 20 ans d'exercice démocratique. **«20 ans, dans la vie d'un parti politique d'ambition nationale est une période historique courte. C'est en**

même temps un repère pour jeter un regard rétrospectif, critique et constructif sur notre parcours dans le processus de construction nationale du Mali ».

Le bilan

Méthodique et cohérent, Bokary Tréta a dressé avec fierté le bilan de l'ex-parti présidentiel en se référant aux quatre quinquennats qui ont marqué la vie du RPM. Ainsi le RPM, son entrée sur la scène politique durant le quinquennat 2002- 2007 a été marquée par une 3ème place à l'élection présidentielle et la deuxième force politique durant la même période avec 45 députés. La deuxième participation aux élections durant le quinquennat 2007-2012 est traduite par une défaite à la présidentielle et la chute brutale du nombre de députés à l'Assemblée nationale avec seulement 11 sièges.

Selon le tisserand en chef, l'engagement politique des cadres du parti et ses militants ont eu raison du doute et de l'adversité durant le quinquennat 2013-2018. Ainsi le candidat du parti est élu à la magistrature suprême avec 77,67%. Le RPM devient également la pre-





mière force politique à la sortie des législatives avec 66 députés sur 147 que compte l'Assemblée nationale. Cette série de victoires a été couronnée en 2016, selon Tréta, par le résultat des élections communales qui ont confirmé la solidité du parti et le leadership de ses responsables à tous les niveaux. Le dernier quinquennat 2018-2023 a été interrompu par le coup de force contre le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta par la rue et parachévé par les militaires le 18 août 2020.

Cette crise politique a secoué les racines de l'unité et de la cohésion du désormais ancien parti au pouvoir. Comment sauvegarder l'unité pour reconquérir le statut de première force politique ? Voilà, le principal chantier de Bokary Tréta et ses camarades au moment où le parti vit une période cruciale de son his-

toire.

Les défis

Le contexte politique tant sur le plan national qu'interne du parti met les responsables du RPM face à des multiples défis. Le Rassemblement pour le Mali, à travers son président, Bokary Tréta, a identifié six défis majeurs auxquels il faut apporter une réponse pour être au rendez-vous politique. Il s'agit entre autres du retour aux valeurs fondatrices et aux principes de base du parti, du renforcement de l'unité interne, du financement et de la relance des activités du parti.

A ces défis, il faut ajouter des objectifs politiques comme la reconquête du statut de parti majoritaire, la définition d'un nouveau périmètre d'alliance dans le cadre de l'Alliance pour

le Mali et enfin le défis de l'accompagnement de la transition de 18 mois conformément à la Charte de la transition.

Après la coupure du gâteau d'anniversaire, les cadres du RPM et leurs alliés ont été édifiés sur trois thématiques. Le premier thème était un regard croisé sur le discours d'investiture du président de la transition et l'intervention du premier ministre lors de son premier conseil de cabinet. Les deux autres portaient sur le défi sécuritaire en lien avec la mise en œuvre de l'Accord pour la paix, les élections générales et les réformes politiques et institutionnelles réalisables dans le temps imparti à la transition.

Nouhoum DICKO
Source : L'Alerte

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Communiqué de presse :

Le lancement de la Mission d'Observation des Elections du mali – MODELE MALI

Bamako, le 6 juillet 2021

La Synergie 22 des Organisations de la société civile annonce le lancement de la Mission d'Observation Des Elections du Mali – MODELE Mali.

Un atelier inaugural de planification s'est tenu les 23 et 24 juin 2021 à l'hôtel de l'Amitié. Officiellement lancé par Dr Ibrahima Sangho, Chef de mission de la MODELE Mali, et par Philippe Lafosse, conseiller politique de la Délégation de l'Union européenne, l'atelier de planification et de clarification a réuni 30 représentants des 5 organisations membres qui sont :

- L'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali (Observatoire),
- L'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active (AJCAD),
- Doniblog- la Communauté des blogueurs du Mali,
- Le Consortium ELE-Citoyenneté Droits humains inclusifs, et
- Avec l'appui du Projet d'Appui à l'Observation citoyenne du Cycle électoral de la Transition 2020-2022 au Mali, la MODELE Mali déploiera 75 observatrices et observateurs de long terme (OLT) et 3 000 observatrices et observateurs de court terme (OCT).

L'objectif de la mission est d'observer et de rendre compte du déroulement de chaque phase du processus électoral des trois prochaines élections générales, à savoir le Référendum, l'élection Présidentielle ainsi que les élections Législatives, conformément au chronogramme électoral. L'observation électorale de la MODELE Mali permettra ainsi de renforcer la transparence et la confiance des citoyennes et citoyens maliens dans les scrutins à venir.

La MODELE Mali procède au renforcement des capacités de ses membres par des formations sur l'observation électorale, tout en alignant ses méthodes d'observation sur les standards internationaux grâce à la mise à jour des outils

d'observation électorale. Elle bénéficie pour cela de l'appui d'expertises internationales.

La formation des observateurs de long terme débutera prochainement afin de suivre les opérations pré-électorales (enrôlement des électrices et électeurs, actualisation du fichier électoral, enregistrement des candidats, campagne électorale, etc.). Les formations en cascade au profit des observateurs de court terme seront organisées en fonction du calendrier électoral.

La MODELE Mali est appuyée dans ses enjeux méthodologiques par l'Assistance technique électorale internationale dépendant de la Délégation de l'Union européenne au Mali (ATE DUE) et dans ses aspects logistiques et opérationnels, par le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES).

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter :

Dr Ibrahima SANGHO, Chef de mission MODELE Mali – Téléphone : +223 76 23 36 00 – Email : ibrahima.sangho11@gmail.com

A propos de la modèlè Mali

La Mission d'Observation Des Elections au Mali – MODELE MALI est le dispositif d'observation électorale mis en place par la Synergie 22, comprenant 43 Organisations de la société civile malienne, composée de :

L'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali – OBSERVATOIRE, est une plateforme de 36 Organisations Non Gouvernementales (ONG) et Associations de la société civile ayant développé une expertise dans le domaine électoral et sur les questions liées à la gouvernance démocratique depuis 1996 au Mali, représenté par Dr Ibrahima SANGHO, Tel : +223 76 23 36 00, ACI 2000 Hamdallaye, Porte 1478, Rue 390, Immeuble YARA, Bamako- Mali, email : sangho11@gmail.com

L'Association des jeunes pour la citoyenneté active et la démocratie (AJCAD), créée en 2014, est le fruit d'un regroupement de jeunes convaincus de leur rôle dans le développement

et dans l'instauration d'un Etat de Droit au Mali. Les membres fondateurs sont des activistes impliqués dans la promotion des jeunes dans différents domaines : santé sexuelle, gouvernance, plaidoyer et droits, représentée par Madame Adam DICKO, Directrice Exécutive, Tél. : +223 20 28 16 56, Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD-Mali), BPE 538 Bamako, Mali, email : adam@yahoo.fr

DONIBLOG (la communauté des Blogueurs du Mali) a été créée en 2012 et compte des blogueurs et web activistes intervenant dans les domaines de la bonne gouvernance, la démocratie, la lutte contre les VBG, la santé sexuelle et reproductive ainsi que la lutte contre la désinformation (fact-checking). DONIBLOG met en œuvre, depuis juin 2018, le projet média Benbere. L'association est représentée par Abdoulaye GUINDO, Président, Tel : +223 76 01 63 80, email : abdoulayekn@yahoo.fr / guindo@rnw.org

Le CONSORTIUM ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs est créé en 2019. Il est composé de l'organisation Droits de l'Homme au Quotidien (DHQ-Mali), l'Association Malienne des Interprètes en Langues de Signes (AMILS), Jeunes Citoyens du Mali (JCM) et de l'Association TIESSIRI pour les Droits de l'Enfant et de la Femme (ATDEF). Le Consortium intervient sur les questions des droits de l'Homme, la protection et promotion des droits des minorités, de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la citoyenneté participative et inclusive, de l'éducation à la paix, de la protection de l'environnement et de la culture, représenté par Mamadou Lassine DIARRA, Directeur Exécutif DHQ, Tel : +223 76 30 01 38, email :

droitsdelhommequotidien@gmail.com

Tuwindi est une organisation internationale, de droit malien, spécialisée dans les Civic-Tech et qui vise à propulser l'édification de villes et territoires intelligents. Son objectif est d'utiliser les technologies de l'information et de la communication pour soutenir le développement social et économique. Tuwindi intervient dans les secteurs de la gouvernance et des élections, du développement des médias, de l'éducation, la santé et l'agriculture. Tuwindi est représentée par son Directeur Exécutif email : kibaru@tuwindi.org mobile : +22371919191.

Marché de Banconi Farada : Les usagers envahis par des ordures !

A Banconi-Farada, les vendeuses, les vendeurs et les familles riveraines du marché sont exposés à des maladies et à l'inondation, les ordures envahissant de plus en plus les usagers du marché, depuis environ deux ans. C'est du moins le triste constat qui se dégage des lieux.

Les ordures semblent être le calvaire de la population de Banconi Dianguinébouguou et celle de Farada. Aucun dépôt final, en Commune I, pour que la population se décharge des ordures.

Jeudi, 1er juillet, nous avons effectué une visite sur le lieu. Sur place, des vendeuses étaient assises sur cette montagne d'ordures au marché de Farada. Le constat était vraiment amer. Selon nos enquêtes, le marché de Banconi Farada est utilisé comme un dépotoir. Depuis plus de deux ans, selon les responsables du marché de Farada, les ordures envahissent la partie Est du marché.

Interrogé, le président du marché de Banconi Farada, le doyen Gaoussou DIARRA, a expliqué qu'il avait adressé, le 11 février 2020, une cor-

respondance au Maire de la Commune I, pour le solliciter afin de les aider à dégager les ordures qui envahissent le marché.

Selon le Président DIARRA, la mairie n'a pas réagi jusqu'à preuve du contraire.

« Le maire me montre, en tout cas, sa bonne fois. Il me dit chaque fois qu'il va dégager les ordures, mais aucun résultat jusqu'à présent », a déploré Gaoussou DIARRA.

Par ailleurs, le Président du marché de Farada a également expliqué qu'il avait mis fin aux travaux de sept(7) personnes qui étaient prises en charge par son comité de gestion pour assainir le marché.

Les raisons qui ont motivé l'arrêt du travail de ces personnes, selon Gaoussou DIARRA, n'étaient autres que le fait qu'on ne pouvait plus verser les ordures mêmes avec le pousse-pousse.

« Car, les ordures étaient comme des montagnes », a-t-il ajouté.

Selon Gaoussou DIARRA, cette affaire d'ordures risque de prendre d'autres tournures au marché de Farada, en alertant les autorités

communales sur le fait que les commerçants et les vendeurs veulent refuser catégoriquement de payer leurs taxes de 50F et de 2000 FCFA, jusqu'à ce que la mairie s'occupe de dégager ces ordures du marché de Farada.

Pour leur part, les familles riveraines du marché ont manifesté leur ras-le-bol, a-t-il révélé.

« Vraiment, les alentours de nos maisons sont devenus un dépotoir d'ordures. Nous ne soufflons que des odeurs nauséabondes. Ce qui est sûr, c'est que notre santé est beaucoup plus menacée, car nous sommes exposés à des maladies à cause de ces ordures. Si on ne les dégage pas rapidement, ces ordures seront la cause des inondations à Banconi Dianguinébouguou, en cette saison hivernale », nous a confié un doyen qui n'a pas voulu qu'on décline son identité dans la presse.

En tous les cas, nous avons voulu rencontrer le 3ème adjoint au maire de la Commune I, Amadou COULIBALY, en charge de l'assainissement, ce jeudi 1er juillet 2021, dans son bureau. A sa réception, on nous a fait savoir qu'il était parti en réunion à la mairie du district. Après lui avoir envoyé un texto, l'intéressé a confirmé, dans sa réponse, qu'il était en réunion à la mairie du District.

Par SABA BALLO
Source : INFO-MATIN



Biélorussie : L'opposant Viktor Babaryko condamné à 14 ans de prison

L'opposant biélorusse Viktor Babaryko a été condamné ce mardi à 14 ans de réclusion « dans une colonie pénitentiaire de sécurité renforcée ». L'ancien banquier était accusé de blanchiment d'argent, des faits qu'il a toujours niés. Selon ses soutiens, cette condamnation est avant tout politique.



Viktor Babaryko, qui comptait se présenter à la présidentielle d'août dernier, était considéré comme le concurrent le plus sérieux au président Alexandre Loukachenko. Pour ses proches, il ne fait aucun doute que les accusations portées contre lui ont été inventées de toutes pièces pour contrecarrer ses ambitions politiques « Une peine insensée visant un homme qui avait décidé de se lancer en politique et qui (...) a réveillé le pays d'un long sommeil ». Ces mots sont ceux de l'opposante en exil Svetlana Tikhanovskaïa sur Telegram. C'est elle qui avait dû reprendre le flambeau lorsque l'ex-banquier, puis son époux le blogueur Serguei

Tikhanovski, avaient été arrêtés. 435 000 signatures

Viktor Babaryko avait quitté la tête de Belgazprombank, une filiale du géant russe Gazprom pour se lancer en politique au printemps 2020. En quelques semaines, son équipe avait réuni 435 000 signatures de soutien, un record pour un opposant en Biélorussie. Mais le jour où il s'est rendu en compagnie de son fils à la Commission centrale électorale avec ses parrainages sous le bras, les deux hommes ont été arrêtés.

L'affaire a été jugée par la Cour suprême, ce qui empêche Viktor Babaryko de se pourvoir en appel. Il a toujours clamé son innocence et

a refusé de plaider coupable contrairement à d'autres ex-employés de sa banque, qui ont témoigné contre lui et ont été condamnés à des peines moins lourdes, de trois à six ans de prison.

Après la répression des manifestations post-électorales, et depuis la récente adoption d'un nouveau volet de sanctions européennes, le régime biélorusse s'est encore plus crispé, s'attaquant aux médias indépendants et aux chercheurs indépendants. Plusieurs ont dû fuir à l'étranger, d'autres ont été arrêtés.

Source : RFI

Visite d'état du président tchadien à Paris : Le Tchad satisfait de l'accueil réservé à Mahamat Idriss Déby par le président français Macron

Le président du Conseil militaire de transition Mahamat Idriss Déby a été reçu à l'Élysée lundi par Emmanuel Macron. Ils ont parlé, selon les termes du communiqué conjoint publié à l'issue de la rencontre, des questions internes au Tchad, mais aussi de la sécurité dans le Sahel. Une visite qualifiée de « grande réussite » à Ndjamena.

Le gouvernement tchadien est « pleinement satisfait de cette rencontre », ce sont les propres termes de son porte-parole, Abderaman Koulamallah, qui ne boudait pas son plaisir hier. Il faut dire que les motifs de satisfaction ne manquent de son point de vue.

Il y a d'abord le fait pour Mahamat Idriss Déby d'être reçu à l'Élysée. Même si dans le communiqué conjoint, il est systématiquement désigné par le terme « président du Conseil militaire de transition », sa visite à Paris est

interprétée par son entourage comme « un adoubement » qui vient asseoir définitivement « sa légitimité » en tant que président du Tchad.

Ndjamena craignait que les discussions entre les deux personnalités ne soient dominées par les problèmes liés à la transition. Ils ont été agréablement surpris de voir que cela n'était pas le cas, même si le président Macron a fait part de son inquiétude par rapport à certains aspects de cette transition.

Autre motif de satisfaction : la rallonge bud-

gétaire promise par Macron et qui a été qualifiée de « conséquente » par un membre du gouvernement tchadien. Les caisses étaient pratiquement vides, selon des sources à Ndjamena. « Cela va nous aider à redémarrer l'économie et de faire face aux échéances qui nous attendent », s'est réjoui le porte-parole du gouvernement, Abderamane Koulamallah.

Source : RFI



Championnat national de basketball : Le Stade malien se relance, l'AS Police déroule

Le choc de la deuxième journée du Carré d'as du championnat national de basket-ball des Dames opposant le Stade malien au Djoliba a tenu toutes ses promesses. Le Stade malien, après sa défaite lors de la journée inaugurale face à l'AS Police (55-63), s'est relancé face au Djoliba (64-58), mercredi 30 juin, au Palais des sports Salamatou Maïga, au compte de la deuxième journée.



Ainsi, le suspense est garanti dans le Carré d'as des Dames après 2 journées disputées, rien n'est encore décidé pour les play-offs. Tous les regards sont donc braqués sur la troisième et dernière journée, le 3 juillet prochain, pour le verdict final. Les deux places pour le play-off se vendront très cher. Cependant l'AS Police, championne en titre a fait une bonne opération en signant sa deuxième victoire consécutive, en dominant le Kalaban sport club (KSC), malmené 106-54 après son succès devant le Stade malien lors de la première journée (63- 55).

C'est dire que la troisième journée s'annonce explosive avec l'opposition AS Police-Djoliba, une finale avant l'heure et le choc Stade malien-KSC.

Au terme de cette phase qui se joue en aller simple, les deux meilleures équipes se qualifient pour les play-offs qui déterminent le champion.

Sur le tableau masculin, le Carré d'as va débiter le 16 juillet. Les quatre équipes concernées sont : Attar club, AS Police, Stade malien et AS Mandé.

TOUS LES RÉSULTATS

Première journée
AS Police-Stade malien : 63-55
Djoliba-KSC : 87-60
Deuxième journée
KSC-Police : 54-106
Stade malien-Djoliba : 64-58

Seïbou S. KAMISSOKO
Source : Essor



Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre ciel témoignera d'un fort potentiel pour relever des challenges ambitieux. On vous sollicitera à travers des propositions ou une plus grande importance accordée à vos fonctions. Vos méthodes convaincront et vous apporteront de la reconnaissance.

Avec ces dépenses liées à vos vacances ou à des activités de loisirs, il vous faudra revoir votre budget à la baisse et trouver des plans malins pour vous en sortir au mieux. Si vous avez une procédure en cours, elle durera plus longtemps que prévu.



Taureau (20 avril - 19 mai)

C'est devant la machine à café qu'on vous trouvera ce lundi. Soit vous rentrez de vacances et vous n'avez pas encore retrouvé le rythme, soit vous attendez les congés avec impatience. Dans un cas comme dans l'autre, qu'on ne compte pas trop sur vous.

Aujourd'hui, vous n'aurez que faire de l'état de vos comptes. Vous avez envie de profiter, de vous faire plaisir et de chouchouter vos proches. Tant pis si ça vous met dans le rouge et tant pis si votre banquier vous appelle tout fâché.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités sont éreintantes. De la dispersion survient et vous avez l'impression de stagner intellectuellement. Une mise au point pourrait vous être utile, privilégiez le dialogue avec l'un de vos collaborateurs, il peut vous aiguiller sur votre avenir.

De la prudence est conseillée pour garder votre trésorerie et éviter des frais inutiles est encore la meilleure chose à faire. Les tentations sont importantes et vous cédez surtout si votre cercle d'amis vous entraîne dans une sortie, car vous êtes généreux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

En fait, cela ne sera pas compliqué. Pour aboutir dans vos démarches, dans vos actions professionnelles, vous devrez fournir un effort supplémentaire. Vous l'aurez compris tout seul, il sera inutile de vous faire une pique de rappel sur vos obligations.

Vous ne serez pas à court d'argent en ce début de mois. Mais ce sera la suite qui vous inquiétera. À l'allure où vous dépenserez vos euros, vous vous demanderez s'il vous en restera suffisamment pour les semaines à venir, car vous aurez des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Ne dévoilez pas votre ambition pour rester neutre dans vos collaborations professionnelles. Le projet sur lequel vous travaillez peut mettre en compétition des collègues sur qui vous aviez investi une confiance. La prudence est votre meilleure attitude.

La journée apporte un climat dépensier pour de multiples raisons. Vous pouvez vivre au-dessus de vos moyens et ne pas parvenir à réaliser des économies importantes. Votre ambition professionnelle est revenue et vous envisagez de gagner de meilleurs revenus.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez allier inventivité, créativité et esprit pratique pour concrétiser les idées que vous avez en tête. Sortir des sentiers battus ne vous fait pas peur et vous aidera à tirer votre épingle du jeu. Votre chef pourrait vous confier de nouvelles responsabilités.

Si vous devez renégocier des contrats d'assurance, un emprunt ou vos conditions bancaires, vous n'aurez aucune difficulté pour synthétiser les options et analyser les propositions les plus intéressantes. De quoi faire quelques économies chaque mois !.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un problème d'organisation jette le trouble dans votre service. Vous pourriez baisser en productivité parce qu'il y a des absents ou des collègues qui ne travaillent pas aussi vite que vous. Il faut faire des concessions dans cette journée d'irritabilité.

Les dépenses ne sont pas destinées aux loisirs. Vous devez d'abord régler des charges ou payer pour assumer des besoins familiaux. Mais vous prenez la situation avec sagesse pour que personne ne manque de rien. Des économies faites restent assez maigres.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez beaucoup de contraintes au travail. On vous imposera des règles auxquelles vous aurez du mal à vous plier, car vous n'y adhérez pas et non par esprit de contradiction. Une charge supplémentaire de boulot pourrait aussi vous tomber dessus.

Vous compterez davantage sur de nouveaux revenus que sur vos économies pour avancer dans la vie. Vous dégotterez de bons tuyaux et vous pourriez réussir un joli coup financier. À moins que vous ne cumulez une activité pour faire rentrer des euros.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Uranus dans le secteur renforce votre besoin d'indépendance et votre goût pour l'aventure. Vous ne serez pas très discipliné aujourd'hui ! Attention à ne pas provoquer les foudres de votre hiérarchie !

Une nouvelle vous faisant part d'un héritage ou d'un acte de donation en votre faveur pourrait arriver aujourd'hui. Elle atténuera votre sensation de manque, d'insécurité vis-à-vis de l'avenir.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La rigueur qui vous caractérise vous permettra de déceler des petites erreurs dans certains dossiers. Heureusement vous parviendrez à rectifier le tir et à rendre un travail impeccable. Profitez-en pour revoir votre façon de travailler afin d'éviter que ça ne se reproduise.

Évitez de confier à n'importe qui vos projets financiers. Certaines personnes mal intentionnées pourraient essayer de vous rouler. La prudence est de mise aujourd'hui avec Pluton mal aspecté. Mieux vaut vous montrer discret de ce côté.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une désorganisation dans votre travail peut vous rendre service. Vous pouvez succéder à un collègue qui démissionne. Le poste à pourvoir peut demander une spécialisation et une bonne aptitude pour gérer une équipe, il vous appartient de l'accepter ou pas.

Les frais sont élevés et vous réalisez que le salaire part en grande partie dans des frais obligatoires. C'est avec de la frustration et des concessions que la journée s'écoule en rêvant à un budget plus important. Un achat inattendu peut arriver.



Poisson (19 février - 21 mars)

La période que vous traverserez sera constructive. En revanche, elle supposera également d'importants changements, ce que vous n'apprécierez pas forcément. Il sera pourtant nécessaire de vous y adapter et de prendre les dispositions nécessaires.

Ne soyez pas trop pressé d'aboutir dans vos négociations : certaines conditions mériteraient même d'être revues. Vous serez à même de parvenir à vos fins en faisant semblant de ne pas être si intéressé que cela sur cette belle opportunité financière.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23